

Edito

UNE CGT OFFENSIVE

RÉFORME DES RETRAITES, OÙ EN EST-ON ?

Le gouvernement a remis, dimanche soir, son document d'orientation dans lequel on peut lire dans l'introduction, je cite : « Cette réforme des retraites que nous devons construire aujourd'hui ne saurait se réduire à une réforme de paramètres : c'est une réforme de société. »

Mais de quelle société parle-t-on ? Une société à la sauce Sarkozy et Parisot où l'argent est roi et la finance est reine, où les marchés financiers et les agences de notation sont au cœur des préoccupations et des discussions de ceux qui ont appauvri et pillé le peuple Grec.

Une société qui pille les salariés et l'ensemble des citoyens sous le terme réforme, en prétextant, selon l'UMP, que « le système des retraites est ce qu'il y a de plus injuste en France ». Le Medef se frotte les mains, devant une telle déclaration d'élu de la république, évidemment mensongère.

De quelle réforme de la société avons-nous besoin ? La réponse peut être simple et complexe à la fois selon les individus, mais une chose est sûre, il nous faut une société de transformation et de progrès social. Et ce n'est pas en nous faisant travailler plus longtemps, avec un pouvoir d'achat aussi faible, doublé d'une attaque contre nos acquis sociaux, que les salariés auront de réelles avancées sociétales.

Il faut au contraire se battre pour une augmentation très significative des salaires des actifs et des retraites, une hausse conséquente des minima sociaux, le plein emploi sans exonération. La meilleure taxe sur le capital dans l'entreprise passe par une meilleure répartition de la valeur ajoutée vers les salaires.

Le slogan « **Salaire, Emploi, Retraite** », sera à nouveau d'actualité lors de la journée de grève et de manifestations du **27 Mai**, avec une **CGT offensive**, car l'enjeu est de taille. Il mérite l'implication de tous, de nos syndicats et syndiqués.

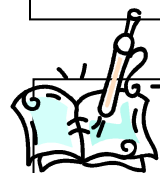
Chers(es) Camarades, pas de résignation, tous dans l'action et la mobilisation.

Sébastien MARTINEAU
Secrétaire Général



Sommaire :

- Edito : Réforme des Retraites : Où en est-on ?
- P 2-3 : Action 27 Mai : Tract CGT
- P 4 : Action 27 Mai : Tract unitaire
- P 5-6 : Compte rendu succinct du 9^e Congrès UCR
- P 7 : Infos du Collectif Immigrés – Travailleurs Sans papiers
- P 8 : Pub Touristra



AGENDA

JEUDI 27 MAI

BOURGES

10 h 30 - Place Séraucourt

VIERZON

10 h 30 - Forum République

ST-AMAND

10 h 30 - Place Carrée

ST-FLORENT

10 h 30 - Place de la République

LA GUERCHE

11 h 00 - Place du Gal de Gaulle



8 Place Malus
18000 BOURGES

27 mai 2010

TOUTES et TOUS EN GREVE et en MANIFESTATION

RASSEMBLEMENTS ET MANIFESTATIONS à

BOURGES	10 h 30	Place Séraucourt
VIERZON	10 h 30	Forum République
ST AMAND	10 h 30	Place Carrée
ST FLORENT	10 h 30	Place de la République
LA GUERCHE	11 h 00	Place du Général de Gaulle

POUR NOS EMPLOIS, NOS SALAIRES, NOS RETRAITES :

Pour sauver leurs profits à tous prix, la finance et le patronat exigent que les salariés payent la facture de la crise.

C'est le sens de la politique du gouvernement Sarkozy, qui liquide les services publics, laisse détruire les emplois et s'apprête à sacrifier nos droits sociaux.

La crise c'est eux ! Depuis la « crise des subprimes », rien n'a changé, c'est toujours les mêmes pratiques financières, la même spéculation, la course au profit

aveugle qui condamne des peuples entiers à la misère ; aujourd'hui la Grèce, demain le Portugal puis la France.

Ils veulent tout ! D'un côté, ils détruisent les emplois du privé ; de l'autre, ils livrent les services publics et les droits sociaux au marché. **Ce qu'on veut nous prendre aujourd'hui, c'est pour nous le vendre demain** ; par exemple : pendant que **Nicolas** Sarkozy diminue le niveau des retraites, **Guillaume** Sarkozy monte sa « petite entreprise » de retraite privée : objectif : 7 milliards d'€uros de bénéfices en 2020.

ILS VEULENT LA RESIGNATION, LA CGT APPELLE A LA REBELLION !

De l'argent, il y en a ! Le 27 Mai sera une nouvelle étape décisive dans la construction du rapport de force qui nous permettra de nous opposer au dictat des actionnaires et des financiers et d'exiger une autre répartition des richesses !

- ♦ La retraite à 60 ans, c'est un droit ! A 75 % du salaire, pas une pension en dessous du SMIC, départ à 55 ans pour les métiers pénibles ;
- ♦ La rigueur, pas question ! De l'argent, il y en a, pour garantir un réel progrès social.
- ♦ L'emploi doit être protégé, les salaires augmentés ! Salarié(e)s du privé et du public, demandeurs d'emplois, jeunes et retraités, nous produisons les richesses, ne nous laissons plus piller !

Du bouclier fiscal à la réforme des retraites qu'ils nous préparent, en passant par la destruction des services publics, jamais le partage des richesses n'a été aussi inéquitable, jamais on n'a vu une telle offensive contre les acquis sociaux. Dans ce contexte, chaque rendez-vous unitaire devient une nouvelle étape pour la construction du rapport de force qui seul, nous permettra à terme d'obtenir une autre politique de l'emploi, une autre répartition des richesses avec des salaires dignes pour toutes et tous, des acquis sociaux (dont nos retraites) préservés et même renforcés. **Les banques et compagnies d'assurances, pourtant impliquées aux origines de la crise, en ont fait une source de profits, allant jusqu'à quadrupler leurs bénéfices ; 6 Md d'€uros de bénéfices pour BNP Paribas, + 290 % de résultats pour AXA assurances**

De l'argent, il y en a ...

Malgré la crise, les bénéficiaires des 40 plus grandes entreprises ont atteint 47,3 Md d'€uros en 2009, dont plus des deux tiers (35,5 Md d'€) reversés aux

actionnaires ; avec une palme pour France Télécom qui a trouvé le moyen de distribuer 3,1 Md de dividendes avec un résultat de 2,9 Md.

Il faut une autre politique de l'emploi ...

En 30 ans, l'industrie française a perdu 1,5 million d'emplois. Pendant ce temps, la part des dividendes versés aux actionnaires a été multipliée par 5, en passant de 5 à 25 % de la valeur ajoutée.

Certes, les grandes entreprises ne font pas directement tous les emplois, mais la politique industrielle a des conséquences sur des PME dont le rôle dans l'industrie est devenu considérable : 40 % de l'emploi industriel, 30 % de la valeur ajoutée et de l'investissement. Il faut noter que 20 % des PME de l'industrie appartiennent à

un groupe et que 60 % d'entre elles sont dépendantes économiquement et financièrement, des choix et de la stratégie des grandes entreprises donneuses d'ordre.

Il faut revaloriser les salaires et les pensions. La CGT revendique le SMIC à 1.600 €, la reconnaissance des diplômes et des qualifications pour l'ensemble des salaires. Avec d'autres, la CGT revendique la revalorisation immédiate de 300 € par mois des pensions et des retraites.

La retraite à 60 ans, c'est possible !

Entre 1959 et 1990, l'augmentation de la productivité avait permis d'augmenter de 5,4 % à 11,2 % la part des richesses (PIB) consacrée aux retraites. Mais depuis la réforme Balladur de 1993, cette part ne progresse plus alors que celle consacrée aux dividendes a plus que doublé. Il faut rétablir la priorité aux retraites !

Un million de salariés en plus, c'est 5 Md d'€uros de cotisations pour les retraites : là encore, une vraie politique de l'emploi doit protéger l'intérêt collectif contre le profit aveugle.

En 1960, nous dit-on, il y avait 4 actifs pour 1 retraité ; en 2002, 2 actifs et en 2010, 1,5. C'est vrai. Mais d'ores et déjà, les deux actifs produisent une fois et demi plus que les quatre d'il y a soixante ans (en raison de la productivité du travail).

A l'horizon 2020, un actif produira plus que les deux d'aujourd'hui. Donc, à condition de ne pas laisser les grands groupes industriels et financiers piller ces richesses, il y en aura autant de disponibles pour les retraités.

Relever les cotisations et élargir leur assiette est tabou pour le gouvernement et le patronat. Pourtant, remonter immédiatement d'un tiers de point ne conduirait pas à la catastrophe. Selon l'INSEE, la part des « cotisations sociales employeurs dans la valeur ajoutée des entreprises non financières » est passée de 19,8 % en 1982 à 16,1 % en 2007. Soit une baisse de 3,7 points en quinze ans. A l'inverse, pour simplement laisser le système en l'état (la CGT demande plus), il ne faudrait augmenter chaque année la part des richesses (PIB) consacrée aux retraites que de 0,34 points.

✂



J'Adhère à la CGT

NOM – Prénom :

Adresse :

Tél :

E. mail :

Entreprise :

Bulletin de syndicalisation à retourner à l'UD-CGT 18 - 8 Place Malus - 18000 BOURGES



Communiqué commun

Les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA, appellent à une journée nationale de mobilisation le Jeudi 27 Mai 2010

Emploi, salaires, retraite : tous mobilités, rassemblés et exigeants !

Dans un contexte économique et social caractérisé par une situation de l'emploi dégradée, des difficultés de pouvoir d'achat et une aggravation des conditions de travail pour de nombreux salariés, dans le public et dans le privé, en France et en Europe, les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, solidaires, UNSA réaffirment que la sortie de crise passe par des politiques publiques en faveur d'une relance économique intégrant la satisfaction des besoins sociaux.

Avant même que le Président de la République ne réunisse un « sommet social » le 10 mai 2010, le premier Ministre annonce un gel des dépenses de l'Etat pour les 3 ans à venir. Les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, solidaires, UNSA condamnent cette annonce et considèrent que la réduction des déficits ne peut être envisagée sans assurer la cohésion sociale et la réduction des inégalités, en particulier par une fiscalité plus redistributive.

Donner la priorité à l'emploi stable, améliorer les salaires et le pouvoir d'achat, réduire les inégalités, réorienter la fiscalité vers plus de justice sociale, investir pour l'emploi de demain par une politique industrielle prenant en compte les impératifs écologiques et par des services publics de qualité restent nos objectifs communs.

Concernant les retraites, elles rappellent que l'emploi « en quantité, en qualité et qualifié, reconnu et valorisé » doit devenir une priorité dans les entreprises et les administrations pour redonner du sens au travail, à la société toute entière. C'est une source de financement incontournable pour assurer le devenir et la pérennité de notre système de retraites par répartition basé sur la solidarité intergénérationnelle. Une plus juste répartition des richesses, la réduction des inégalités, l'égalité entre les Femmes et les Hommes au travail s'imposent aussi pour garantir à tous un bon niveau de vie à la retraite. L'âge légal de départ en retraite à 60 ans doit être maintenu. La pénibilité du travail doit être reconnue et ouvrir des droits à un départ anticipé à la retraite.

La concertation en cours, le calendrier extrêmement serré imposé n'offrent pas une qualité de dialogue social acceptable pour répondre à un tel enjeu de société, d'autant que les seuls éléments de la réforme proposée restent le recul de l'âge légal de départ à la retraite et l'allongement de la durée de cotisation dans un cadre budgétaire constant.

Pour toutes ces raisons et dans un cadre unitaire, les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA appellent les salariés, les retraités, les jeunes et les privés d'emploi à une journée nationale de mobilisation le jeudi 27 mai 2010 pour interpeller ensemble les pouvoirs publics, tous les employeurs et peser sur les choix à venir.

Elles appellent l'ensemble de leurs organisations à se rencontrer pour décider, dans les entreprises et lieux de travail, d'actions unitaires de haut niveau donnant lieu à des grèves et des manifestations interprofessionnelles dans les territoires.

Le 6 mai 2010

Quelques éléments du Congrès de l'Union Confédérale des Retraités

=====



A La Rochelle, du 12 au 16 Avril, dans un environnement agréable, avec une organisation et un accueil remarquables de la part de nos camarades de Charente-Maritime, le congrès de l'UCR fut intéressant et studieux.

Avant même de débiter concrètement le congrès, un riche échange a eu lieu sur la santé après la vie active. Face à une mondialisation de l'organisation du travail, une dimension internationale (intervenants Espagnoles, Italiens et Belges) fut donnée à ce colloque sur la réflexion et le développement d'une politique de prévention des maladies et des risques professionnels. Par exemple : manipulation ou exposition à des produits dangereux, toxiques, les irradiations, les troubles musculo-squelettiques, le travail de nuit et en horaires décalés, les nuisances lumineuses et sonores, le stress, les risques psycho-sociaux ..

Après un échange fructueux parmi les congressistes, le Secrétaire Général de la Fédération Européenne des Retraités et Personnes Agées (FERPA) a évoqué l'étude réalisée à partir de six pays européens, à l'initiative de la CGT à laquelle ont souscrit les syndicats d'Italie, d'Espagne, de Belgique, étude sur laquelle devrait s'engager la confédération Européenne des Syndicats.

Dans son rapport d'ouverture, Françoise Vagner, Secrétaire Générale a notamment évoqué :

- Les actions réalisées et la nécessité d'une plus forte mobilisation.
- La crise, les profiteurs, les victimes, les élections régionales.
- L'évolution du Produit Intérieur Brut (+800 Milliards d'€ en 12 ans).
- Une syndicalisation en « dents de scie ».
- La culture.
- La nécessité de renforcer les liens entre actifs et retraités et syndicalisme professionnel et territorial.
- La diffusion de « Vie Nouvelle ».

Le débat a abordé les points suivants :

- La place des retraités dans la CGT.
- La continuité syndicale.
- Le financement des retraites, nos propositions.
- Quels niveau et force de nos revendications ?
- L'Union oui, mais sur des bases solides.
- Dénonciation des dépassements d'honoraires médicaux et danger du système optionnel.
- Prise en compte de toutes spécificités et diversités de retraités.

Rapports d'activités :

Non amendable, il évoque notamment les décisions du 8è Congrès de Dijon, le point à ce jour, la territorialisation de la CGT, les échanges entre l'UCR et LSR.

Présentation du document d'orientation :

La commission a examiné la totalité des amendements qui furent retenus dans leur presque totalité.

Les thèmes évoqués dans ce document :

- Les retraités dans la société
 - Une société du risque ou de la solidarité.
 - La santé et l'autonomie.
- Syndicalisme retraité et son évolution
 - Spécificité de l'UCR dans la CGT.
 - Travailler à une démarche de rassemblement.
 - Syndicalisation et Vie syndicale.

- Débat et remarques concernant les divers sujets du document ci-dessus

- Situation du service de santé (ex. Hôpitaux de Paris)
- Quel service public à la personne ? (qui devrait payer, quel contrôle ?)
- Réforme hospitalière et pseudo déficit Sécurité sociale.
- Aborder la notion de fin de vie.
- Insister sur les dettes patronales.
- Soins aux personnes âgées (à domicile et maisons de retraites).
- Niveau des pensions et taux de réversion.
- Danger du régime par point.
- La fiscalité locale et les réformes territoriales.
- Crainte de devenir un syndicat de retraités (ex. des UL sont dirigées par des retraités).
- Quelle démarche en direction du monde associatif.
- Plutôt Unité syndicale qu'Intersyndicale.
- La CGT ne serait-elle plus en capacité d'organiser et mettre en œuvre des luttes ?
- L'outil CGT dans les localités et territoires.
- Revendiquer un crédit d'impôts pour les syndiqués non imposables.

Par ailleurs, dans le déroulement de ce Congrès, les points suivants furent évoqués et débattus :

- Habitat et urbanisme : un défi pour le syndicalisme avec la participation d'un architecte urbaniste, d'un philosophe, d'un gestionnaire.
- Présentation et modification des statuts.
- Rapport de la Commission des Mandats.
- Rapport de la Commission des Candidatures.
- Rapport financier et Commission Financière et de Contrôle.
 - La commission indique que nombre de cotisations sont notablement inférieures au 1 %, voire au 0,5 %.
 - Exemple : - 18 % des UFR ont des cotisations entre 3 et €uros.
- Elections de la Commission Exécutive, du Bureau et de la Secrétaire Générale (Françoise Vagner est réélue).
- LSR : ouverture et diversité.

Invité au Congrès, Bernard Thibault s'est exprimé le jeudi matin. Il a insisté sur les points suivants :

- Concernant les votes pendant les congrès, une voix pour un syndiqué ; une commission confédérale y travaille.
- Améliorer et renforcer nos rapports avec les populations.
- Etre plus performant pour garder nos adhérents.
- Notre organisation doit réfléchir en fonction des objectifs revendicatifs et de l'évolution des réalités de la vie économique.
 - Le gouvernement va « jouer la montre » et développer l'idée que les retraités ne sont pas concernés.
 - Combattre la campagne de désinformation (ex. : le financement des retraités d'ici 2050 ne représente que 2 % des 120.000 milliards d'€ de richesses que produit le pays).
 - Le gouvernement veut conduire les jeunes à réfléchir à d'autres systèmes (capitalisation).
 - Dénonciation de la campagne de pub gouvernementale à 5 millions d'€uros.
 - La France, comme d'autres pays d'Europe, est sous la pression d'agences de notation internationale qui demandent aux Etats de leur donner des gages en termes de dépenses publiques.
 - Ces agences indiquent aux multinationales les zones où il faut investir pour avoir un bon retour sur dividendes, ce sont elles qui ont jugé que la Grève n'offrait plus les gages suffisants.

Bernard Thibault a conclu en appelant à un « énorme » 1^{er} Mai.

-0-0-0-0-0-0-0-



Collectif Immigrés – Travailleurs Sans Papiers



Au sein de la Commission Exécutive de l'UD, suite au congrès de Novembre 2007, s'est constitué un collectif « Immigrés-Travailleurs Sans-Papiers », en lien avec les luttes des travailleurs sans-papiers de la région parisienne, pour l'égalité des droits dans l'entreprise et leur régularisation. Cette lutte est partie intégrante de l'activité de la CGT, pour la défense des droits des salariés, notamment les plus précaires d'entre eux, embauchés et exploités parce que sans papiers.

Ce collectif départemental a différentes activités :

- Recevoir et soutenir des travailleurs sans-papiers pour constituer leur dossier de régularisation par le travail auprès de la Préfecture et de l'employeur, en lien avec des avocats.
- Participer à des manifestations et rassemblements avec d'autres organisations et syndicats (ex. R.E.S.F.).
- Diffuser et faire signer la pétition nationale pour exiger une circulaire de régularisation avec critères claires et opposables à toutes les Préfectures françaises et organiser le soutien aux 6.000 travailleurs et travailleuses sans papiers en grève depuis 6 mois (secteurs de la restauration, du bâtiment, du nettoyage, de l'aide à la personne, du gardiennage et de la Sécurité, de l'intérim, etc...).

Après de premiers résultats positifs en 2009, avec 3200 régularisations par la lutte, l'acte II avec plus de 6.000 grévistes, en accord avec cinq syndicats (CGT, CFDT, Solidaires, FSU, UNSA) et six associations (Ligue des Droits de l'Homme, CIMADE, RESF, Femmes Egalité, Autremonde, Droits devant !), considérant qu'il s'agit d'un conflit du travail, exige une négociation avec le Ministre du Travail dans le but d'obtenir cette circulaire. Un accord a déjà été obtenu avec un certain nombre de syndicats patronaux (CGPME, Union Professionnelle Artisanale, etc...) qui s'engagent à respecter l'égalité des droits de ces travailleurs.

Le collectif de l'UD, en particulier, a réuni 800 signatures en 2009 (dont 400 sur le « Printemps de Bourges ») et en 2010 nous en sommes à 416 (dont 125 sur le « Printemps de Bourges », avec la vente de 20 DVD ; au total, 66 DVD vendus à ce jour).

Car la solidarité financière est également essentielle pour faire gagner le mouvement : le journal du mouvement « ICI », est disponible à l'UD (5 €), ainsi que le clip DVD. « On bosse ici, on vit ici, on reste ici » (5 €) réalisé par un collectif des meilleurs cinéastes (Laurent Cantet, Bertrand Tavernier, Patrice Chéreau, etc...) et soutenue par de nombreux cinéastes et artistes (Juliette Binoche, Jane Birkin, Hyppolyte Girardot, etc...).

Rejoignez-nous, contactez-nous :

Collectif Immigrés – Travailleurs Sans –papiers - 8 Place Malus – 18000 BOURGES
Mathys SCHOEVAERT - Gérard MELIN

-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-

Voyage avec LSR 18 Il reste quelques places.

Du 18 au 25 Septembre 2010, LSR organise un séjour dans l'Aveyron à Brusque (voir détails dans programme adressé aux syndiqués retraités en 2009).

Vous pouvez également contacter :

> Robert Fournier (Secrétaire) : 02.34.34.45.32

> Michel Chollet (Trésorier) : 02.48.57.42.64

Rappel des tarifs pour 8 jours/7nuits – Excursions comprises : 580,00 euros (Etalement possible).

Partenaire



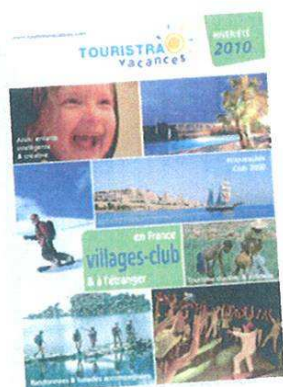
Partenaire privilégié de l'ANCAV TT

FAITES VOS VALISES
TOURISTRA VACANCES VOUS EMMÈNE
EN FRANCE ET A L'ETRANGER
 DANS PLUS DE **30** VILLAGES
 VACANCES



Sodistour - Touristra Vacances - Agence de voyages. L1 075 95 0515

- Générosité
- Découverte
- Partage
- Loisirs
- Sports
- Animation
- Balades
- Convivialité
- Solidarité



**Associations et collectivités,
 contactez votre attaché commercial Touristra Vacances :**
Départements 28 • 78 • 18

François Musto : Tél. : 06 88 23 53 71 // musto@touristravacances.com
 Assistante : Chantal Saada : Tél. : 01 44 83 43 37 // saada@touristravacances.com
 Antenne commerciale Touristra Vacances : 126 rue La Fayette • CS20015 • 75479 Paris cedex 10

www.touristravacances.com

Réservations au **0890 567 567** (0,15€ la min)